

24.01.2018 - 15:47 Uhr

Travail.Suisse demande une réforme des prestations complémentaires sans coupes et sans contrôle du mode de vie

Bern (ots) -

La commission sociale du Conseil national terminera demain et après-demain ses délibérations sur la révision des prestations complémentaires (PC). Travail.Suisse, l'organisation faîtière indépendante des travailleurs et travailleuses demande à la commission de ne pas aller au-delà de l'objectif attendu et de ne pas vider de leur substance les prestations complémentaires.

Les coûts des PC augmentent - d'un côté en raison de l'évolution démographique, de l'autre du fait du démantèlement de systèmes situés en amont. Par exemple, dans l'AI, presque la moitié de tous les bénéficiaires sont tributaires des PC. « Cela montre que les prestations complémentaires sont un instrument indispensable dans la prévoyance vieillesse - avant tout pour les personnes qui ont un handicap », indique Matthias Kuert Killer, responsable du dossier de politique sociale à Travail.Suisse. « C'est pourquoi nous prions instamment la commission du Conseil national de garder la mesure dans la révision » indique Matthias Kuert Killer.

La hausse des coûts n'est pas inhérente aux PC

Travail.Suisse partage les buts du Conseil fédéral sur la réforme comme le maintien du niveau des prestations, la protection des ressources individuelles pour la prévoyance vieillesse ou l'intention de réduire dans une large mesure les effets de seuil. L'obtention de ces buts requiert toutefois une démarche minutieuse. Car l'augmentation des coûts dans les prestations complémentaires ne leur est pas inhérente et on ne peut que très partiellement l'endiguer directement dans les PC. Elles font les frais de la pression qui s'exerce sur les autres assurances sociales. « Il est dès lors important de défendre les acquis des PC. En fait notamment partie le maintien du droit aux PC sans que l'on puisse contrôler le mode de vie. Il ne faut pas toucher à ce principe. Qu'il y ait, même en partie, des cercles libéraux qui veulent de tels contrôles est plus qu'étonnant » ajoute Matthias Kuert Killer. Il est aussi important que l'argent des PC puisse subvenir aux besoins de l'existence. Diverses mesures soumises à discussion, comme la réduction des montants minimaux des PC, des contributions plus basses pour les primes d'assurance-maladie, la réduction des taux pour les nécessités courantes des enfants ou aussi la réduction des franchises concernant la fortune, peuvent avoir comme conséquence des contributions de l'aide sociale en plus des PC. Cela n'a pas lieu d'être et ne correspond pas au but des PC.

Protéger l'argent de la caisse de pension et les chômeurs âgés

Il est juste de mieux protéger l'argent de la caisse de pension. C'est pourquoi, Travail.Suisse salue une certaine limitation du retrait du capital de la prévoyance professionnelle obligatoire. Autant que possible, chaque travailleur doit recevoir une rente du 1er et 2ème pilier qui suffit pour vivre. En contrepartie, les chômeurs âgés doivent être mieux protégés. Suite à un licenciement, les travailleurs âgés ne perdent pas seulement leur emploi mais aussi leur rente de la caisse de pension. Travail.Suisse demande que lors d'un licenciement les travailleurs âgés conservent un droit à rester dans leur caisse de pension et au moment de la retraite reçoivent une rente de la caisse de pension normale. Des solutions prêtes à l'emploi existent mais elles avaient fait les frais du non à la prévoyance vieillesse 2020. Il faut les reprendre dans la réforme des PC.

Travail.Suisse attend en particulier des cercles qui font toujours référence aux PC lors de la réforme de la prévoyance vieillesse qu'ils renforcent les PC au lieu de les affaiblir - aussi dans la perspective du loyer maximal pris en compte, les propositions actuelles étant encore insuffisantes.

Contact:

Matthias Kuert Killer, responsable du dossier de politique sociale,
Travail.Suisse, 079 777 24 69

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100020454/100811575> abgerufen werden.